

# L'agriculture de défriche en Guyane

## Mise en perspective historique

par Jean-Paul Gachet

(Conseil général de Guyane, Amaryllio II n°34, 97310 Kourou cedex)

### 1. Des Amérindiens à la départementalisation en 1946

L'agriculture itinérante sur brûlis est la forme la plus ancienne d'exploitation des ressources physiques et biologiques à des fins utilitaires : alimentation, tissage, santé, etc. pratiquée en Guyane. Elle a toujours été mise en oeuvre, et cela continue à être le cas, dans le cadre d'un système complexe d'activités comprenant cueillette, chasse et pêche.

C'était la pratique courante des Amérindiens avant la découverte de l'Amérique. Elle fut transmise aux différents acteurs de l'économie de traite. Elle a été appropriée par les différents groupes de « nègres marrons » (les esclaves qui pratiquaient le *marronnage* en s'enfuyant des plantations, refusant leurs conditions d'esclaves. Le marronnage connut une extension très importante au Surinam, ex-Guyane hollandaise où, dès la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, après d'âpres combats, et après la signature d'un véritable traité avec les Pays-Bas, une sorte de nouvelle société africaine, relativement autonome par rapport au pouvoir colonial, se reconstitua le long des rives du Maroni (celui-ci est d'ailleurs toujours perçu plus comme un pays que comme une frontière entre deux entités étatiques distinctes). Par imprégnation cette agriculture se transmet aux créoles et aux colons européens.

Mais ces derniers la pratiquèrent sans, d'une part, en comprendre la logique socio-économique et culturelle qui la sous-tendait (celle de la recherche d'une très large autonomie économique et sociale par rapport à une économie d'échange) et sans, d'autre part, admettre la nécessité de l'itinérance qui en était une condition de reproduction. Ce dernier refus était surtout le fait des autorités coloniales qui ne pouvaient accepter que ces populations échappassent à leur contrôle qui impliquait la fixation. En 1774, par exemple, le baron Bessner, gouverneur, écrivait :

« Pour prévenir pareille inconstance [la mobilité permanente] de la part des peuples dont il s'agit [les Amérindiens], on propose de leur distribuer des vaches dans chaque village. Il en arrivera que pour nourrir ces vaches, ils seront obligés de faire des défriches de bois et de les conserver en prairies. Ces prairies une fois formées, les forceront à demeurer dans le voisinage, il ne leur serait pas possible de nourrir leurs bestiaux ailleurs. Jusqu'ici les indiens ne connaissent aucune sorte de bétail, il est à présumer qu'ils se formeront promptement à en élever et que cette contribution les rendra plus sédentaires en les dispensant de chercher leur nourriture au loin, à la chasse et à la pêche ».

L'objectif du baron Bessner de transformer les Amérindiens en des éleveurs normands tropicaux était louable. Le drame était qu'il n'avait rien compris à la logique de vie des Amérindiens et à leur culture.

L'économie agricole de traite associa de fait le système de l'agriculture sur brûlis - pour satisfaire une certaine autonomie alimentaire des colons et des esclaves - et les premières tentatives d'agriculture spécialisée et fixée.

Cette économie agricole, qui ne connut jamais une très grande expansion en Guyane (aux « plus belles heures » de l'économie de traite le nombre d'habitations ne dépassa pas les 500, dont la plus grande partie se limitait à quelques hectares où le « maître » était aussi pauvre que ses esclaves mais libre il est vrai !), s'effondra très rapidement après l'abolition de l'esclavage en 1848. Tous les esclaves abandonnèrent les habitations et s'installèrent un peu partout, car l'espace physique disponible était sans limite (énorme différence par rapport aux Antilles). Ils pratiquèrent systématiquement l'agriculture de défriche sur brûlis qui ne demandait pas d'autres moyens que la force physique - renforcée par la pratique collective du *mayouri* - et de quelques outils : hache, sabre d'abattis. Elle permit à la majorité des esclaves de conquérir très rapidement leur autonomie sociale et économique.

Toute cette nouvelle économie agricole en recomposition fut profondément perturbée par la ruée vers l'or qui se développa à partir des dernières années du XIX<sup>e</sup> siècle. C'est d'ailleurs l'agriculture sur défriche qui permit à la Guyane, avec le complément fourni par les importations des pays voisins, de traverser sans trop de difficultés les années sombres de la Seconde Guerre mondiale quand toutes les liaisons avec la métropole étaient plus ou moins suspendues. C'est elle encore qui était massivement dominante au « tournant historique » de 1946 qui vit les anciennes colonies d'Amérique accéder au statut de département français (il y aurait ici beaucoup à dire sur la réalité et les effets pervers de ce statut mais ce n'est pas là notre propos).

### 2. De 1946 au lancement du Plan vert en 1976

Le changement statutaire ne modifia pratiquement rien des réalités agricoles. L'aveuglement et l'incompréhension qui avaient prévalu durant la période coloniale quant à l'adaptation de l'agriculture sur brûlis aux contraintes locales (à la fois physiques et biologiques) et aux réalités socio-économiques et culturelles, se maintinrent avec constance (magnifique exemple de la continuité et de la prégnance du système administratif français et d'une certaine approche étroitement techniciste et européocentriste du développement agricole). Aux yeux de la quasi-totalité des cadres techniques de l'administration française et aussi de certains responsables professionnels, le développement agricole ne pouvait se concevoir sur la base de l'agriculture itinérante de brûlis (traitée bien évidemment et avec une condescendance suffisante de traditionnelle, voire d'archaïque). Il n'y avait qu'une seule voie possible et royale, qualifiée de rationnelle et moderne, c'était l'agriculture fixée et spécialisée.

Cette tendance exclusiviste et néo-coloniale s'accroît au fil des ans. Elle connaît son paroxysme dans une conjoncture politique et économique bien particulière (voir les ouvrages consacrés à une évaluation du Plan vert) qui aboutit au lancement du fameux *Plan vert* en 1976. Il faut préciser que durant cette période deux événements majeurs marquèrent, à des titres divers, l'évolution de la Guyane :  
 - à partir de 1954 environ, du fait de la mise en place d'un dispositif sanitaire de type métropolitain et de l'application des dispositions légales en matière de vaccination, de prévention, de lutte contre la mortalité infantile, la courbe d'évolution démographique s'inversa. Depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, la Guyane était en décline démographique marquée. En 1954, la population atteignait son plus bas niveau d'étiage, soit 27 000 habitants. Depuis, la population n'a cessé de croître à un rythme particulièrement élevé en raison d'une double dynamique de croissance liée à une population relativement jeune, d'une part, et à des flux migratoires de plus en plus importants et divers, d'autre part ;

- l'installation du Centre spatial guyanais dans la seconde moitié de la décennie 1960. Cette installation, dont personne ne nie les effets positifs sur l'évolution et la transformation radicale de la société guyanaise (sans parler de la nouvelle image de la Guyane dans l'inconscient collectif marqué par les échecs répétés et les « années noires » du baigne), fut toutefois vécue comme un traumatisme profond qui marque encore les consciences créoles (ce dont beaucoup de métropolitains n'ont pas conscience). Il provoqua en effet la destruction quasi totale de l'agriculture pratiquée dans cette petite région, qui associait élevage extensif de bovins et de porcins dans les savanes s'étendant entre Kourou et Sinnamary, cultures d'abattis en forêt et vergers créoles à proximité des habitations.

Le Plan vert, lancé à grands renforts médiatiques, visait à créer de toutes pièces, c'est-à-dire en important tous les éléments techniques, financiers, organisationnels et humains, des nouveaux systèmes de production spécialisés et fixés avec lesquels on voulait moderniser (pour ne pas dire européaniser) l'agriculture guyanaise. Les deux productions dominantes ainsi promues furent l'élevage bovin semi-intensif sur prairies installées et l'arboriculture fruitière, consacrée essentiellement à la production de la lime mexicaine. Ces productions étaient destinées, d'une part, à satisfaire le marché local presque exclusivement approvisionné à l'époque par des importations de différents pays d'Amérique latine et, d'autre part, à terme plus lointain, à exporter vers les Antilles et peut-être vers la métropole.

L'analyse de l'évolution et du bilan de ce fameux Plan (qui devrait figurer dans l'anthologie des réalisations exemplaires qui ont jalonné trois décennies de développement dans le Tiers Monde) a été suffisamment développée pour n'en point parler ici. Il me suffira de rappeler quelques points.

Comme dans la plupart, sinon dans la totalité des plans mirifiques, trop hâtivement conçus et réalisés (chefs d'œuvre de l'ambition technicienne et technocratique qui ne se donne jamais la patience de comprendre et d'identifier les contraintes sociales et économiques et encore moins de marcher à petits pas pour mieux être en mesure de redéfinir objectifs et méthodes d'intervention), les résultats techniques, économiques et humains furent très en deçà des prévisions proclamées comme des oracles. Jugeons en : au

lancement du Plan, en 1976, il s'agissait en dix ans de créer 5 000 emplois dans le secteur de l'agriculture et de la forêt - alors qu'il n'en fut créé que quelques centaines - et de constituer un troupeau de 30 000 têtes assurant alors une production de 1 000 t de viande. Aux plus belles heures des réalisations - soit en 1986, quand tout allait commencer à s'effondrer - les effectifs atteignaient 16 000 têtes et la production ne dépassa jamais les 400 t !

Tout cela mobilisa, on s'en doute aisément, beaucoup de moyens humains et financiers, et ceci aux dépens des autres formes d'agriculture qui continuèrent à subsister tant bien que mal, en mobilisant leur énergie, leur savoir-faire et en détournant aussi à leur profit, quand c'était possible, les facilités accordées par le soutien du Plan vert. Il faut se rappeler que le Plan vert, malgré le battage médiatique et les moyens qui lui furent consacrés, ne concerna au plus que 220 exploitants alors qu'il y avait entre 2 500 et 3 500 lieux de production pratiquant massivement sinon exclusivement l'agriculture d'abattis.

### 3. L'après-Plan vert

De 1986 à 1989 on dut gérer, à travers de nombreuses vicissitudes politiques qui retardèrent d'autant les décisions et leurs mises en œuvre, la fin du Plan vert. On élaborait un Plan de restructuration de l'agriculture guyanaise ; cette terminologie est en elle-même illustrative du peu de cas que « l'administration » - en l'occurrence la direction départementale de l'Agriculture - et nombre de responsables professionnels faisaient de l'immense majorité des agriculteurs pratiquant l'agriculture d'abattis. Ce plan visait à recréer des conditions de pérennisation viable d'une majorité d'exploitations issues du Plan vert (environ 120 sur 220) et de remise en ordre de très nombreuses structures coopératives qui avaient été créées *ex nihilo* (avec très souvent la bénédiction de la DDA) pour accompagner le développement de tel ou tel secteur de production.

Pendant toutes ces années, personne ne se soucia de l'agriculture d'abattis. Et, paradoxalement, comme le révèle le recensement général agricole de 1989, celle-ci connaît une explosion extraordinaire. En effet, entre les deux RGA (1982, 1989), le nombre de lieux de production augmenta de près de 50%. Cette augmentation était essentiellement due à la multiplication des exploitations de 1 à 5 ha pratiquant le plus souvent l'agriculture d'abattis sous des formes très diverses. De nombreuses enquêtes réalisées par l'unité INRA-Système agraire et Développement (SAD) montrèrent que cette dynamique touchait de nombreuses communes du littoral mais plus particulièrement celles situées à l'ouest d'Iracoubo. De plus ces enquêtes révélaient que, contrairement à ce que pensaient de très nombreux esprits paresseux (qui se donnent rarement, sinon jamais, la peine d'aller vérifier sur le terrain leurs *a priori* ou leurs fantasmes), loin de s'enfermer dans un archaïsme sans perspectives, l'agriculture d'abattis était capable de muter profondément, tant dans ses logiques socio-économiques que dans ses formes techniques. Elle était désormais intégrée à une économie d'échanges élargis.

Le moteur de ces mutations était intimement lié aux mouvements rapides et intenses de population qui caractérisèrent la décennie 1985-1995, en particulier dans l'Ouest. Sous le double impact de l'expansion des activités spatiales et de la décentralisation d'une part, des crises politiques et économiques qui frappaient durement Haïti, le



Surinam principalement mais aussi d'autres pays de la région, d'autre part, la Guyane apparaissait aux yeux de beaucoup d'étrangers comme une sorte de nouvel Eldorado, où régnait la sécurité, où l'on pouvait bénéficier d'un haut niveau de salaire (à l'aune bien évidemment de ce que peut être le salaire minimum dans ces pays) et de protection sociale sans parler des possibilités d'accès gratuit à l'éducation pour les enfants et à la santé.

Les flux migratoires se traduisirent par une flambée d'installations agricoles sauvages. Installations d'autant plus aisées que le contrôle social sur l'accès au foncier était (et reste) relativement faible. L'agriculture d'abattis a-t-elle ainsi fonctionné, et continue-t-elle de le faire, comme une sorte de sas économique et social, permettant à des hommes et des femmes, dans des situations plus ou moins précaires (pour ne pas dire illégales), de pouvoir s'insérer économiquement et socialement (grâce à la production de l'abattis qui peut être cultivé sans autre moyen que l'énergie humaine) en attendant une éventuelle et problématique intégration légale.

#### 4. Conclusion provisoire en forme d'interrogation

Malgré cette nouvelle donne, l'agriculture d'abattis n'a hélas pas reçu plus d'attention de la part des services de l'Etat, des collectivités (bien que les communes de l'Ouest - en particulier celle de Mana - aient commencé semble-t-il à prendre des initiatives en matière de définition de zones privilégiées d'installation de nouveaux abattis) et, j'ajouterais, des chercheurs. Tout le monde s'émeut sur l'avenir des écosystèmes forestiers tropicaux en feignant d'ignorer que des hommes et des femmes trouvent encore là les moyens de vivre et de garder leur dignité. Il est à craindre que, si les problèmes posés par l'avenir de l'agriculture d'abattis ne sont pas pris à bras le corps par les chercheurs de tout poil, les connaissances accumulées sur les écosystèmes forestiers ne serviront à rien car les logiques sociales de survie seront vraisemblablement plus fortes qu'une politique à courte vue et qu'une science sans conscience •